

INTRODUCTION

Histoire(s) de passeurs culturels

Par Diana Quattrocchi - Woisson

Les cinquante-six émouvants récits de vie réunis dans cet ouvrage nous renvoient à un moment historique parfaitement identifiable, aussi bien du pays émetteur, l'Argentine, que du pays récepteur, la France. Et, malgré leur hétérogénéité, ces cinquante-six témoignages, remplis autant de tragédie que d'humour, nous offrent un corpus représentatif pour l'étude de ce que l'historiographie a identifié, étudié et théorisé autour de transferts et de médiations entre deux aires culturelles¹.

Des hommes, des femmes, des enfants, nés en Argentine, vers la moitié du vingtième siècle, ayant dû quitter leur pays de naissance, se sont retrouvés en France et sont devenus -presque « malgré eux » - de très créatifs et dynamiques passeurs culturels. A l'instar d'un grand absent, d'un passeur culturel dont le récit de vie aurait eu toute sa place dans cet ouvrage collectif : Fernando Pino Solanas, cinéaste engagé, exilé pendant les années noires de la dictature, auteur d'un film culte sur l'exil argentin en France, un film espiègle et réparateur, *Tangos. L'Exil de Gardel* (1985). Dans les témoignages ici réunis plane parfois l'écho de scènes mémorables du film de Pino Solanas². Des situations cocasses, parfois burlesques, souvent incroyables. Quoique la réalité fut bien plus rude que la fiction.

Il a fallu beaucoup de capacité de résilience pour que ces hommes et ces femmes nés en Argentine aient pu reconstruire, en France, leurs vies brisées. De quels moyens disposaient-ils pour accomplir une intégration somme toute réussie dans une société et une langue différente à la leur ? Quoique leurs valises portaient peu d'objets, ils étaient riches d'un capital culturel très argentin : la débrouille, l'imagination, la capacité de faire face à l'inattendu, la sagacité au service de la survie. Une expression très populaire en Argentine décrit ainsi cette débrouillardise, cette capacité d'improvisation pour unir ce qui s'est cassé : *lo atamos con alambre*. Nous l'attachons avec du fil de fer.

Le moment historique de l'Argentine des années de plomb, n'était pas forcément intelligible pour la société française qui accueillait ces réfugiés politiques³. Le Chili d'Allende et de l'Unité Populaire représentait un modèle stimulant pour la gauche démocratique. Le coup d'Etat de Pinochet fut rapidement identifié en France comme étant une dictature abjecte. Or, l'Argentine gouvernée par la veuve de Juan Domingo Perón ne suscitait ni sympathie ni compréhension. Pendant le gouvernement discrédité d'Isabel Perón, la répression avait commencé sans ambiguïté. José López Rega, ministre tristement célèbre, avait mis en place une organisation criminelle, autoproclamée « Triple A », Alliance Anticomuniste Argentine. Cette structure para-policière menaçait et assassinait des opposants. Les militaires avaient aussi obtenu le feu vert du gouvernement constitutionnel pour intervenir dans le nord du pays, avec l'ordre de « liquider la guérilla », et ce programme fut baptisé « Opération Indépendance ». L'état de siège, si bien décrit dans le film homonyme que Costa Gavras avait popularisé en France en 1972 (se référant à l'Uruguay), fut instauré par Isabel Perón en novembre 1974, soit seize mois avant le coup d'Etat de Videla.

1. Pour le concept et les exemples de « passeurs culturels » nous renvoyons aux travaux d'historiens français qui ont renouvelé le champ de l'histoire culturelle en étudiant les échanges entre pays d'après les rôles des médiateurs et des transferts culturels : Roger Chartier, Pascal Ory, Michel Espagne, Christophe Charle, Jean-Yves Mollier.

2. Nommé ambassadeur argentin à l'Unesco, en 2019, Fernando Pino Solanas, né dans la province de Buenos Aires en 1936, décéda à Paris, le 6 novembre 2020.

3. D'autant plus que « les années de plomb » avaient commencé des décennies avant le coup d'Etat de 1976. Cf. notre chapitre « Origine, enchaînements et dénouement d'une guerre civile inavouable et inavouée, 1955-1983 » in *Histoire politique de l'Argentine 1890-2001*, pp. 91-163.

Face aux nombreuses grèves et manifestations de la période, il suffisait d'un simple décret du pouvoir exécutif pour arrêter des syndicalistes, des étudiants, des militants de tous bords. Le nombre de prisonniers politiques sans procès, sans jugement, sans avocat, se comptait déjà par centaines. La répression institutionnelle et les escadrons de la mort avaient donc commencé à semer la terreur bien avant que les généraux s'emparent du pouvoir. Comprenez qui pourra, l'imbroglio politique argentin avait besoin d'explications et de clarifications auprès de l'opinion publique française.

Ce fut la première tâche des exilés argentins en France, expliquer l'inexplicable et même ce dont on avait du mal à accepter qu'il puisse être vrai : les disparus, les camps de concentration en pleine ville de Buenos Aires, si près du lieu où se déroula la 11ème Coupe du Monde de Football en 1978 qui vit triompher l'équipe organisatrice avec la plus grande satisfaction de la Junte Militaire. Et cela malgré la campagne acharnée d'une poignée d'Argentins et de Français réunis dans le COBA, Comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de Football.

Les Juntas militaires qui se sont succédé au pouvoir depuis le 24 mars 1976 organisèrent, de manière méthodique et planifiée, la répression massive et systématique des opposants en dehors de tout cadre juridique, avec les « disparitions forcées » et les « vols de la mort ». Les arguments de « lutte contre la subversion » et de « guerre sale » invoqués par les militaires argentins se fissurèrent dans l'opinion publique française grâce au travail et aux efforts de ces inattendus passeurs culturels qui finirent par trouver leur public⁴. Aidés par la lutte des parents de victimes qui en Argentine même défiaient la dictature avec des armes nouvelles : les mères et grands-mères de la Place de Mai avaient commencé leurs rondes hebdomadaires à Buenos Aires, tous les jeudis, depuis le 30 avril 1977. Pierre Bercis, militant socialiste français, fut à l'origine de la première réplique de ces rondes à Paris, en choisissant de le faire devant l'Ambassade d'Argentine, à l'angle de l'avenue Kléber et de la rue Cimarosa⁵.

En décembre 1977, deux religieuses françaises Alice Domon et Léonie Duquet⁶ furent enlevées et portées disparues à Buenos Aires, ainsi que la fondatrice de « Mères de la Place de Mai », Azucena Villaflor. Celui qui les avait dénoncées, en infiltrant leur mouvement, se faisant passer pour le frère d'un disparu, l'officier de Marine Alfredo Astiz, fut envoyé aussitôt à Paris, pour en faire de même⁷. Il joua un rôle important dans le centre d'opérations de contre-intelligence que le gouvernement militaire avait réussi à mettre en place au sein même de l'Ambassade d'Argentine à Paris, très actif pendant les années 1977 et 1978. Il a fallu beaucoup de temps pour que ces faits puissent être prouvés, mais le fil d'Ariane conduisant à leur élucidation avait commencé à se tisser dans les milieux avertis et avisés d'Argentins exilés en France⁸.

Lorsque le prix Nobel de la Paix fut décerné en 1980 à l'Argentin Adolfo Pérez Esquivel, militant du mouvement « Paix et Justice », arrêté et torturé à Buenos Aires en 1977, ce fut un tournant. Ainsi, le passage en France de ce récent prix Nobel argentin, fut un moment de grande effervescence, et d'une première d'envergure : la *Misa Criolla* d'Ariel Ramirez jouée et chantée à Notre Dame de Paris.

Le triomphe en France d'un président socialiste, en mai 1981, suscita espoir et bon nombre d'illusions. François Mitterrand et son épouse Danièle avaient auparavant accompagné quelques-unes des manifestations du jeudi midi devant l'Ambassade d'Argentine à Paris. Mais la Guerre des Malouines, en avril 1982, fut un nouvel imbroglio politique, rendant encore difficile d'expliquer l'inexplicable : l'immense soutien populaire à une junte militaire, exécration, incapable, corrompue.

4. Les associations militantes d'Argentins en France furent nombreuses pendant cette période : CAIS, CADHU, COSOFAM, TYSAE, SOLMA. Elles avaient trouvé d'importants soutiens et relais chez les associations françaises de droits humains : ACAT, Cimade, France-Terre d'Asile, France-Amérique Latine, Amnesty International, Ligue des Droits de l'Homme, Croix Rouge, AIDA, CSLPA, Association de Solidarité Franco-Argentine.

5. Pierre Bercis, *Volter. 300 semaines pour 30.000 disparus pendant la dictature en Argentine*, Cerf, 2013.

6. *Moi, sœur Alice, disparue en Argentine en 1977*, long-métrage d'Alberto Marquardt, 2004.

7. En 1990 Alfredo Astiz fut condamné en France, par coutume, à la réclusion à perpétuité pour le meurtre des deux religieuses françaises. En l'absence d'accord d'extradition entre les deux pays, le tortionnaire échappa plusieurs fois à la prison, jusqu'à son procès de 22 mois en Argentine. Astiz fut condamné à la réclusion à perpétuité, le 26 octobre 2011.

8. Cf. Facundo Fernández Barrio, Rodrigo González Tizón, « De la ESMA a Francia: Hacia una reconstrucción histórica del Centro Piloto de Paris », *Folia Histórica del Nordeste*, n°38, mayo-agosto 2020.

Tandis que la France du président Mitterrand donnait tout son soutien à Margaret Thatcher, les Mères de la place de Mai criaient - de façon peu audible dans le vacarme général - « Les Malouines sont argentines, les disparus aussi ». En pleine guerre froide, les opérations militaires et les événements vertigineux dans l'Atlantique Sud finissaient par une cuisante défaite des seigneurs de la guerre qui montraient leur manque de prévision, leur anarchie et leur incompétence dans la seule et unique guerre internationale livrée par l'Argentine au XX^e siècle.

Après leur reddition aux Malouines, le 14 juin 1982, les militaires argentins n'étaient plus en conditions de négocier leur succession. Ce fut le début de différences importantes avec le sort des pays voisins ayant vécu des régimes militaires sanglants (Chili, Uruguay, Brésil), même si, avant l'inévitable échéance électorale, la Junte Militaire prit soin de détruire la documentation concernant la répression et décréta une auto-amnistie dérisoire que le nouveau gouvernement démocratique s'empressa d'abroger.

Le président Raúl Alfonsín (1927-2009) prit ses fonctions le 10 décembre 1983, le jour international des droits de l'homme. Le 15 décembre il signe le décret 157 : inculpation d'un groupe de dirigeants de la guérilla marxiste et péroniste et le décret 158 : inculpation et procès des trois premières juntas militaires, celles qui ont gouverné entre 1976 et 1982, et création de la CONADEP, Commission nationale sur la disparition des personnes, présidée par l'écrivain Ernesto Sábato.

Pour les Argentins résidant en France la surprise fut de taille en découvrant dans le journal *Le Monde*, en janvier 1984, une annonce des nouvelles autorités argentines, signée par Hipólito Solari Yrigoyen, ambassadeur récemment nommé⁹, invitant les réfugiés politiques et exilés argentins à une réunion d'information à l'ambassade d'Argentine à Paris. Après des années de manifestations devant cette ambassade dont on savait qu'elle servait aussi de centre d'opérations pour la « guerre sale », avec le redoutable « Centre d'Information de Paris », appelé ensuite « Centro Piloto » et ses activités secrètes d'infiltration des milieux argentins militants, l'idée de se retrouver à l'intérieur même de l'Ambassade suscitait autant de peurs que d'espoirs. En janvier 1984, Solari Yrigoyen transmet à la centaine d'Argentins ainsi réunis, l'invitation du président Alfonsín : « Vous pouvez rentrer en Argentine, et vous êtes les bienvenus. Vous avez toute votre place dans la reconstruction démocratique de notre pays ». Or, l'appel au retour ne fut pas irrésistible. Il est difficile de quantifier le nombre exact d'exilés qui prirent le chemin du retour au pays, comme il est peu aisé de quantifier le nombre de ceux qui sont restés en France¹⁰. Les deux collègues ayant travaillé ce thème estiment que, pendant la période de la dictature militaire, environ 2.500 exilés argentins vivaient en France¹¹.

La démilitarisation de la vie argentine fut un processus inexorable, quoique plein de rebondissements spectaculaires. Partir ? Rester ? Tous les arguments furent invoqués. Mais en dépit des différences personnelles, il y a eu en général l'impression de pouvoir enfin choisir. Choisir le moment en fonction des circonstances dans la vie de chacun, choisir de partir ou de rester, choisir de demander ou pas la nationalité française. La situation du pays d'accueil ne fut pas négligeable à l'heure d'en décider. Il faisait bon vivre dans la France des années 1970 et 1980. Et pas seulement pour l'exercice des droits politiques. La démocratie sociale battait alors son plein. Les possibilités de logement, de travail et d'études offertes s'accompagnaient d'infrastructures et de services sociaux dont le fonctionnement suscitait étonnement et admiration. Pour beaucoup d'Argentins le fonctionnement social français de l'époque s'apparentait au modèle rêvé dans le pays d'origine, celui qui avait été au cœur des combats livrés et perdus : éducation, santé, transports, services publics de qualité et pour le plus grand nombre. Parfois la réalité dépassait même ce dont on avait rêvé¹².

9. Hipólito Solari Yrigoyen, né en 1933, avocat de prisonniers politiques, sénateur du Parti Radical, enlevé et arrêté par la Junte Militaire, expulsé ensuite en France, était un exilé notable, mais le changement somme toute rapide de la situation en Argentine, avec l'abrogation de l'Etat de siège et les nouvelles réconfortantes venues du pays, prirent beaucoup d'Argentins par surprise.

10. De même, le chiffre exact de réfugiés politiques argentins pendant la période 1976-1983 ne peut se limiter aux 975 demandes d'asile documentées auprès de l'OFPPA.

11. Cf. María Oliveira-Cézar, et son étude pionnière « El exilio argentino en Francia », revue *Todo es Historia* n°388, Buenos Aires 1999, pp. 91-98 et *Cahiers ALHIM* n°1, Université de Paris 8, 2000. Voir également la thèse de doctorat en cotutelle de Marina Franco, Université de Buenos Aires/ Université de Paris Diderot, *Les émigrés politiques argentins en France (1973-1983) : Expériences et trajectoires*, publiée en Argentine en 2008, *El exilio. Argentinos en Francia durante la dictadura*, editorial siglo XXI.

12. Que des trains de longue distance annonçaient une arrivée à 18h03, par exemple, et qu'ils arrivaient exactement à dix-huit heures et trois minutes.

En 1984 les conditions politiques avaient bel et bien changé au pays, mais il fallait tout de même faire le voyage et le constater. Il fallait aussi essayer de retrouver ce que l'on avait perdu. Avec les nouvelles possibilités d'aller-retour, la vie des citoyens argentins résidant en France se transforma. Ils n'étaient plus des réfugiés politiques risquant leur vie dans leur pays de naissance. Ils seraient désormais des hommes et des femmes appartenant aux deux mondes, aux deux cultures. Cela donnait de nouvelles et importantes possibilités de vie. La blessure initiale ne se referma pas pour autant, mais le choc du traumatisme et du deuil pouvait se travailler. Les outils de la psychologie et de la psychanalyse, assez connus et développés autant en Argentine qu'en France, ont pu contribuer à la résilience. Toutefois, ce sont les événements de la tumultueuse histoire argentine qui ont joué et jouent encore un rôle majeur dans cette possibilité de cicatrisation. D'autant plus que, par rapport à d'autres tragédies historiques comportant des passés traumatiques, le cas argentin est assez exemplaire, suscitant enthousiasme et même admiration. Les étapes de la démocratisation argentine furent suivies et accompagnées par les Argentins restés en France. Différentes initiatives montrent leur attachement à une histoire et à un pays qui les avaient profondément brisés mais qui se montrait aussi capable de politiques réparatrices de grande ampleur et sans précédent.

Le grand procès de 1985 contre les juntas militaires fut un puissant catalyseur. La libération de la parole grâce au travail de la CONADEP a fourni le dossier d'instruction à la justice civile, après l'échec de la tentative de faire juger les militaires par leurs pairs devant la plus haute cour de justice militaire. La lenteur exaspérante avec laquelle les militaires s'adonnaient à la tâche et l'obstination des victimes qui n'hésitaient pas à apporter leurs témoignages dans les casernes, ont contraint le gouvernement à opter pour un jugement pénal exemplaire. Les associations de défense des droits humains avaient livré des batailles importantes pendant la dictature, toutefois le travail de la CONADEP et le jugement des trois juntas militaires furent un extraordinaire accélérateur de la conscience collective. La libération de la parole s'accompagnait d'un formidable mouvement éditorial et cinématographique destiné à nommer l'innommable. L'horreur fut racontée dans tous ses détails et, en général, ces livres et ces films furent de grands succès publics, au pays et à l'étranger. Ce fut le cas du film *La historia oficial* du réalisateur argentin Luis Puenzo, qui reçut l'Oscar du film étranger en 1986 et fut le premier film argentin à recevoir cette récompense.

Le procès des membres des trois juntas militaires eut lieu au Palais de Justice de Buenos Aires. Il s'étala sur presque huit mois, du 22 avril au 9 décembre 1985. Ces longs mois de témoignages et de plaidoyers changèrent durablement l'opinion de la société argentine. Il s'agit d'un procès historique sans précédent en Argentine et en Amérique latine. Même si le verdict final laissa de nombreux insatisfaits, tant chez les militaires que chez les civils : cinq condamnés, dont Videla et Massera à la prison à perpétuité, et quatre chefs militaires innocentés. Ce grand procès a eu l'immense mérite d'avoir existé et d'avoir ouvert de façon explicite les portes à d'autres procès contre de nombreux militaires chargés d'appliquer les ordres de torturer et d'assassiner, dont certains sont encore en cours.

La société argentine a su prendre en charge de façon originale, créative et démocratique le drame majeur de son histoire contemporaine. Elle n'a pas tourné le dos à son passé, malgré quatre putschs militaires avortés, entre 1987 et 1990, et malgré la grâce présidentielle concédée par Carlos Menem¹³ aux membres des juntas militaires jugés et condamnés pour violations des droits de l'homme en décembre 1985. En effet, invoquant sa légitimité de victime de la répression, Menem, élu en 1989, affirmait avoir la capacité de prendre cette grave décision dans le but d'une nécessaire « pacification et réconciliation nationale »¹⁴. Malgré d'importantes manifestations dans tout le pays s'opposant à cette amnistie, Menem ne recule pas et signe une dizaine de décrets de grâce présidentielle entre 1989 et 1990 qui permirent la libération d'un millier de personnes entre civils et militaires. Il est important de souligner que, même avec cela, toutes les tentatives visant à freiner les demandes de justice et de vérité ont échoué en Argentine. Ces mesures surnommées « lois de l'impunité »¹⁵

13. Carlos Menem, 1930-2021, destitué de son poste de gouverneur de la province de La Rioja par le coup d'Etat de 1976 et emprisonné pendant cinq ans. Elu deux fois président de l'Argentine (1989 à 1999), il fut sénateur de 2005 à sa mort.

14. La mesure permettait aussi la libération des dirigeants de la guérilla inculpés et condamnés durant le gouvernement d'Alfonsín.

15. Outre les décrets de grâce présidentielle de Menem, il s'agit des lois proposées par le Président Alfonsín et votées par le Parlement argentin : loi du 22 décembre 1986, dite du « point final », et loi du 6 juin 1987, excluant les faits « d'obéissance due ». En mars 1998, le Parlement argentin abrogea ces deux lois, sans effet rétroactif.

furent considérées comme nulles et non avenues par le Parlement en août 2003, sous l'initiative du président Néstor Kirchner (1950-2010), puis déclarées anticonstitutionnelles le 14 juin 2005 par la Cour Suprême. Ces lois et décrets étaient contraires aux accords internationaux signés par l'Argentine sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité¹⁶

Il nous semble important de souligner que Videla et Massera, les deux militaires condamnés à perpétuité lors du procès historique de 1985, graciés en 1990, après cinq ans de prison, ont à nouveau fait l'objet de poursuites pénales depuis 1998, car les vols de bébés furent déclarés délits imprescriptibles. Emilio Massera ayant subi un accident cérébral, se trouva en état végétatif depuis 2002 jusqu'à sa mort. Il fut déclaré « dément » par la justice argentine en 2005. Il décéda à 85 ans, en 2010. Jorge Rafael Videla, fut à nouveau arrêté en 1998. Après 38 jours en prison un juge lui accorda le bénéfice de la détention à domicile en raison de son âge avancé, bénéfice qui lui fut retiré en 2008 pour être placé dans la prison militaire de Campo de Mayo. En 2010 la Cour Suprême de Justice confirma que la grâce présidentielle dont il fut l'objet était anticonstitutionnelle et qu'il devrait donc subir la prison à perpétuité, telle que la condamnation de 1985. En 2012 il concéda un entretien à la revue espagnole *Cambio 16* où il revendiqua tous ses actes depuis le coup d'Etat de 1976. Refusant la notion de crimes contre l'humanité, il affirmait encore « ce ne fut pas une guerre sale, ce fut une guerre juste qui n'est pas encore finie ». Après ces déclarations, répudiées par toutes les forces politiques argentines, il fut transféré dans une prison de droit commun, celle de Marcos Paz, où il décéda de mort naturelle, le 17 mai 2013, à 87 ans. L'annonce de son enterrement dans sa ville natale, Mercedes, province de Buenos Aires, suscita une grande commotion dans ce lieu où il avait déjà été déclaré *persona non grata*. Il fut finalement inhumé dans le cimetière privé de Pilar, de façon presque secrète. L'Etat-major déclara qu'il ne recevrait aucun honneur militaire, car il avait déjà été destitué de l'armée.

Les Argentins ont produit une impressionnante bibliographie sur le thème de la violence et de la répression militaire. Face à l'importante production des journalistes, des acteurs, des témoins et des victimes, les reconstructions académiques furent minoritaires et tardives. Le stigmate de « l'histoire officielle » est sûrement l'une des raisons qui explique pourquoi la plupart des efforts destinés à évoquer les horreurs du passé ont été faits sous le signe et l'invocation toute puissante de la « mémoire ». Pas seulement parce que la mémoire est valorisée face à l'oubli et revêtue de toutes les vertus militantes, mais parce que l'impératif de se souvenir, le « devoir de mémoire », selon les termes de Primo Levi, est venu remplacer le devoir d'histoire. Les multiples entreprises destinées à ne pas oublier les horreurs du passé se sont développées dans un climat intellectuel où l'histoire universitaire ou académique n'était pas considérée comme la plus apte à prendre en charge une explication des chemins qui ont conduit à la plus grande tragédie de l'histoire argentine contemporaine. Les dangers que comporte une telle situation n'ont pas encore été matière à réflexion.

Lors de la crise de décembre 2001, malgré la banqueroute politique et économique, les Argentins ne firent pas appel à un « sauveur ». Les militaires ne représentaient plus une carte crédible et les deux grandes forces politiques, le péronisme et le radicalisme, donnaient des signes éloquentes de leur épuisement historique. *Que se vayan todos*, qu'ils s'en aillent tous chantait la foule lors d'imposantes manifestations de rue. Face à une révolte populaire d'un genre nouveau, l'Etat de siège fut encore décrété par un président élu démocratiquement¹⁷. Il y a eu des scènes d'une grande violence et encore des morts, mais dans le pays où la dictature avait fait 30.000 disparus, les gens sont sortis massivement dans la rue pour dire non à l'état de siège. Ce furent dix jours qui ébranlèrent durablement la société argentine et qui donnèrent lieu à un processus de refonte novateur. Cette fois-ci la proverbiale ingéniosité argentine permit de recréer de façon tout à fait originale et démocratique un nouveau lien entre le social et le politique¹⁸. La résolution de la crise au niveau institutionnel s'effectua par des élections présidentielles et législatives en avril 2003.

En France, l'expertise acquise des passeurs culturels permit à la diaspora argentine de suivre la crise argentine de décembre 2001 depuis un lieu privilégié d'analyse et d'observation, autour d'un réseau pluraliste et

16. Ces accords internationaux avaient été incorporés à la Constitution argentine lors de la réforme de 1994.

17. Fernando de la Rúa (1937-2019) membre du parti Radical, élu président en 1999, démissionna le 21 décembre 2001, soit vingt-quatre heures après avoir décrété l'Etat de siège.

18. Cf. *L'Argentine après la débâcle. Itinéraire d'une recomposition inédite*, Paris, Michel Houdiard Editeur, 2007.

pluridisciplinaire de spécialistes en sciences humaines et sociales, à la Maison de l'Amérique Latine de Paris. Les conférences et publications de l'Observatoire de l'Argentine contemporaine témoignent d'un effort collectif nouveau pour rendre intelligible un pays paradoxal¹⁹. Pays casse-tête, pays briseur de rêves et de projets collectifs, l'Argentine devenait également un défi intellectuel pour tous ceux ayant l'ambition de comprendre et d'expliquer l'interrelation de phénomènes sociaux, économiques, politiques et culturels. Et ce ne fut pas seulement une expérience académique. La solidarité trouva également l'occasion de se manifester sous des formes nouvelles²⁰.

La pédagogie du « *Nunca más* », plus jamais ça, trouva des lieux d'ancrage à la hauteur de la tragédie argentine. La transformation des lieux de torture en « musées de la mémoire » n'allait pas de soi, encore moins pour le cas de l'ESMA qui continuait à fonctionner comme école des cadets de la Marine. Après le grand bouleversement de 2001 le sort de l'ESMA devint un enjeu pour le président Néstor Kirchner. Fort de son premier triomphe politique avec l'annulation par le Parlement argentin des « lois du pardon » et son intervention devant l'Assemblée des Nations Unies, le 25 septembre 2003, avec un message étudié, mais sans ambiguïté « Nous sommes les enfants des Mères de la place de Mai », Kirchner porte le « coup de grâce symbolique » à l'ESMA. En fait, dès son arrivée au pouvoir il avait opéré la plus grande épuration de l'armée depuis le retour démocratique de 1983 en envoyant à la retraite 27 généraux, 13 amiraux et 12 brigadiers.

Le 24 mars 2004, à l'occasion d'un nouvel anniversaire du coup d'Etat de 1976, le président péroniste Néstor Kirchner s'attaque à deux symboles majeurs. Il oblige au décrochage des portraits des directeurs du *Colegio Militar* jugés et condamnés pour violation des droits humains, dont l'ex-général Videla et préside la cérémonie d'inauguration du « musée de la Mémoire » dans les locaux de l'ESMA. Depuis le retour de la démocratie, les associations de défense des droits humains avaient investi la date du 24 mars en organisant des marches imposantes et réclamant inlassablement le châtimement des coupables de la répression. L'ouverture à Buenos Aires d'un musée de la Mémoire dans le lieu qui abrita, sous la dictature, un sinistre camp de concentration, fut un jalon qui sépara l'Argentine en deux époques.

Les relations de la France avec l'Argentine démocratique ont pu se renouveler et se développer permettant aux Argentins restés en France d'exercer dans de meilleures conditions les compétences durement apprises de passeurs culturels. Ce fut le cas dans la recherche scientifique grâce à l'accord-cadre signé en 1984 par le CNRS et son homologue argentin, le CONICET. Ce fut également le cas lors d'importantes campagnes internationales pour le droit à l'identité, à partir de la lutte pour la récupération des bébés volés et pour le Prix Nobel de la Paix aux Grands-mères de la Place de Mai.

En décembre 2019, après huit ans de procédures judiciaires l'Argentin Mario Sandoval, arrivé à Paris en 1985, naturalisé français en 1997, ayant été chargé de cours à l'Institut des hautes études d'Amérique latine pendant six ans, fut finalement extradé en Argentine, accusé de la disparition d'un jeune étudiant d'architecture. Le Conseil d'Etat considéra que l'extradition ne priverait pas l'accusé d'un procès équitable devant un tribunal argentin. Cet ancien fonctionnaire de police, ayant quitté l'Argentine au moment même où commençaient les procès contre les militaires, est accusé de plusieurs disparitions pendant la dictature militaire, mais seul le cas d'Hernán Abriata a été retenu par la justice française pour instruire son dossier. L'extradition de Mario Sandoval fut un événement majeur dans l'histoire des relations franco-argentines. Elle montre la ténacité des hommes et des femmes qui dans les deux pays ont travaillé et travaillent toujours pour que justice soit faite et qu'aucun crime ne soit oublié²¹.

19. Créé en octobre 2001, l'Observatoire de l'Argentine contemporaine, organisa pendant 10 ans des conférences mensuelles à la Maison de l'Amérique latine de Paris dans le but de « comprendre et mieux faire comprendre les enjeux majeurs de la société argentine contemporaine ».

Cf. : www.observatoireargentine.org

20. Ce fut le cas de la vente solidaire de tableaux de peintres argentins et latino-américains pour soutenir l'activité de cinq assemblées de quartier de Buenos Aires : exposition *100 tableaux pour l'Argentine*, Maison de l'Amérique latine de Paris, 2002 et l'exposition *L'Argentine de mes rêves* au Sénat français, 2003.

21. Maître Sophie Thonon-Wesfreid, avocate française pour le compte de l'Etat argentin joua un rôle central dans cette affaire. Son travail patient et méticuleux s'est nourri de son long engagement solidaire auprès des exilés argentins en France. Elle est aussi avocate des familles de français disparus en Argentine et au Chili.

22. Alicia Dujovne Ortiz, *Milagro Sala, l'étincelle d'un peuple*, préface d'Adolfo Pérez Esquivel, Edition des femmes, Paris, 2017.

La lutte contre l'oubli, pour la justice et pour la vérité est un travail d'envergure réalisé par la société argentine pour prendre en charge son passé traumatique. Dans ce travail de résilience, les sciences humaines et sociales ont joué un rôle très important, particulièrement les sciences juridiques, l'anthropologie, la psychologie sociale et la psychanalyse, ainsi que la médecine génétique et la biomédecine. Toutefois, la volonté politique de l'Etat d'aller dans le sens demandé par la société donne une légitimité, une force et une impulsion à ces initiatives qui ne seront pas facilement effaçables de la mémoire collective. Ce fut le cas du procès contre les Juntas militaires de 1985, ce fut le cas de l'entrée de milliers de personnes à l'ESMA, le 24 mars 2004.

Est-il possible de réparer l'irréparable ? D'autres sociétés bien avant l'Argentine avaient parcouru ce chemin difficile et sinueux. La créativité argentine, si reconnue internationalement dans les domaines artistiques (littérature, musique, théâtre, cinéma) fut aussi au rendez-vous sur le terrain de la culture politique. Certes, ce ne fut pas un long fleuve tranquille. Pendant ces 40 ans de vie démocratique, il y a encore eu une dizaine de morts et de disparus dont les noms hantent la mémoire collective argentine ; et comble de honte et de malheur, celui d'une femme, Milagro Sala, prisonnière politique depuis 6 ans, dont la liberté est sans cesse réclamée en Argentine, en France et dans de nombreux autres pays²². Or, les procès contre les auteurs de crimes de lèse humanité ont eu lieu et se poursuivent. Un nombre important d'accusés furent reconnus coupables et condamnés, parfois à vie. Les grands-mères de la Place de Mai ont déjà récupéré 130 de leurs petits-enfants, sur 500 estimés, et la banque de données génétiques constitue une grande nouveauté qui permettra que ce travail de recherche et d'identification ne s'arrête pas avec elles. Ces enfants de disparus qui avaient été volés et leur identité usurpée ont retrouvé leur véritable histoire et leur véritable famille. Le travail des anthropologues, dans l'*Equipo Argentino de Antropología Forense*, a permis l'identification de nombreux disparus, morts sans sépulture, jetés dans des fosses communes. Et de nombreuses familles endeuillées et traversées par ce drame ont pu donner une sépulture digne à leurs parents. C'est un travail de mémoire et de restitution d'identités qui est toujours en cours et dont l'Argentine est pionnière, avec une forte projection internationale²³. Les gouvernements démocratiques ont demandé pardon aux victimes du terrorisme d'Etat, et cela s'est accompagné d'un ensemble de lois de réparation économique qui méritent d'être étudiées de près, tant elles sont novatrices.

Depuis la loi électorale du 9 octobre 1991, les citoyens argentins résidant à l'étranger de façon effective et permanente peuvent s'inscrire sur les listes électorales et participer à tous les échelons de la vie politique de leur pays de naissance (élections présidentielles, législatives et municipales). En Argentine le vote est obligatoire, mais pour les ressortissants vivant à l'étranger c'est juste un droit, qui exige comme unique condition d'être inscrit auprès du Consulat argentin du lieu de résidence. En France on compte un peu moins de 5.000 citoyens argentins inscrits ayant eu le droit de vote aux dernières élections législatives d'octobre 2021. Les estimations concernant la diaspora argentine en France, évoquent aujourd'hui le chiffre d'environ 10.000 personnes.

Il y a maintenant une tradition qui se perpétue : la communauté argentine en France, malgré sa grande diversité, se retrouve avec joie lors de la fête nationale argentine, tous les 25 mai, quand les portes de l'Ambassade à Paris s'ouvrent pour la célébrer. On y côtoie le passé et le présent, des Argentins de toutes les générations, et de tous les « exils ». Des anciennes et des nouvelles associations de défense de droits humains²⁴, côtoient les associations professionnelles de longue trajectoire, telles que la dynamique Association Franco-Argentine de Psychiatrie et Santé Mentale²⁵. Très actives, également, les associations artistiques : celle des peintres réunis sous l'impulsion de Ricardo Mosner sous le nom *El Colectivo*, qui organise régulièrement des expositions individuelles et collectives, ou les nombreuses associations de promotion, d'enseignement et de pratique du Tango Argentin dans toutes les grandes villes de France.

23. Le siège de l'EAAF (Equipe Argentine d'anthropologie médico-légale) se trouve à Buenos Aires et Cordoba avec deux délégations, l'une à New York et l'autre à Mexico DF.

24. HIJOS-Paris, créée en 1999, CALPA, Comité d'Aide aux Luttres du Peuple Argentin, créée en 2002, Collectif Mémoire, Vérité et Justice Rhône-Alpes, créée en 2005, ACAF, Assemblée de Citoyens Argentins en France, créée en 2016

25. Créée en France en 1999, sous l'impulsion du psychiatre Dominique Wintrebert, elle mobilise un important réseau de psychiatres et de psychanalystes travaillant dans les deux pays. Leurs liens professionnels se sont construits pendant l'exil des Argentins en France. Avec le retour en Argentine du psychiatre Juan Carlos Stagnaro et la publication ininterrompue à Buenos Aires de la revue *Vertex*, depuis 1990, ce partenariat s'est beaucoup développé. Pour les travaux de l'Association Franco-Argentine de Psychiatrie et de Santé Mentale voir : psy.francoarg.asso.free.fr

Lors des fêtes du 25 mai à l'Ambassade de Paris, les passeurs culturels sont nombreux, c'est sur eux que s'appuient souvent les autorités diplomatiques pour la projection internationale de l'Argentine. Moins nombreux, mais toujours fidèles, sont les Argentins qui se retrouvent en France tous les 24 mars pour accompagner les manifestations imposantes qui se déroulent à Buenos Aires et dans d'autres grandes villes argentines, à la date du coup d'Etat. C'est un rituel mémoriel pour se souvenir et dire « plus jamais ça ». Inversion et subversion du sens, cette date malheureuse est devenue au fil des années l'occasion d'une grande fête populaire et démocratique. Depuis 2006, par loi du Parlement argentin, le 24 mars est un jour férié qui célèbre la « Journée Nationale pour la Mémoire, la Vérité et la Justice ». Retournement de l'histoire, exorcisation du passé pour qu'il puisse enfin passer, mais pour que l'on s'en souvienne toujours.

Dans leur pratique de passeurs culturels avertis, nous devons aux amis et collègues de l'Observatoire de l'Argentine contemporaine deux initiatives destinées à inscrire les marques de la mémoire argentine dans la géographie parisienne. En partenariat avec la RATP, la plaque commémorative « Nunca más » à la station de métro « Argentine » fut inaugurée par les grands-mères de la Place de Mai, Estela Carlotto et Rosa Roisinblit, en mars 2006. En partenariat avec la Mairie de Paris l'inauguration du jardin « Mères et Grands-mères de la Place de Mai », dans le 15ème arrondissement de Paris à l'angle de la rue Balard et du pont Mirabeau, eut lieu en avril 2008. A Grenoble, c'est en partenariat avec le Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère que les marques mémorielles furent construites tel le film documentaire tourné à Grenoble, *Terre de Refuge. Récits de l'exil*, de 2009. De même, ce fut par l'initiative du Collectif Argentin pour la Mémoire, créé en 2006, qu'une plaque d'hommage aux victimes de la répression fut inaugurée à Paris, dans la cour d'entrée de l'Ambassade d'Argentine. Et c'est aussi par l'initiative et le travail obstiné du Collectif Argentin pour la Mémoire que ce livre arrive aujourd'hui entre vos mains.



Diana Quattrocchi-Woissou, née à Buenos Aires en 1954, diplômée de la *Escuela Normal N°1 de Profesores*. Arrêtée le 1er mai 1975, lors de la manifestation pour la journée des travailleurs, adoptée par un groupe français d'Amnesty International, le groupe 59 de Biarritz, elle arrive en 1979 à Paris, ville où elle s'est mariée et où est née sa fille. Docteur en Histoire de l'Université de Paris 7 Jussieu, chargée de recherches au CNRS, habilitée à la direction des recherches, présidente-fondatrice de l'Observatoire de l'Argentine contemporaine à la Maison de l'Amérique latine de Paris, elle y a organisé une centaine de conférences mensuelles pendant dix ans (2001-2012). Ambassadrice de la Fondation René Quinton d'Alicante, elle travaille aujourd'hui en France et en Espagne.

Parmi ses publications : *Un nationalisme de déracinés. L'Argentine pays malade de sa mémoire* éditions du CNRS, 1992, traduit à l'Espagnol par Emécé editores (*Los males de la memoria. Historia y política en Argentina*, 1995), *Cuando opinar es actuar. Revistas argentinas del siglo XX*, *Academia Nacional de la*

Historia, 1999. *Argentine : Enjeux et racines d'une société en crise*, *Le Félin/Tiempo Editions*, 2003. *L'Argentine après la débâcle. Itinéraires d'une recomposition inédite*, *Editions Michel Houdiard*, 2007. *Juan Bautista Alberdi et l'indépendance argentine. La force de la pensée et de l'écriture*, *Presses de la Sorbonne Nouvelle*, 2011. *Histoire politique de l'Argentine, 1890-2001. Un long et extrême vingtième siècle sudaméricain*, *Agami éditions*, 2018.